



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 10/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/12/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Société UCAB

1 rue Henri Barbusse
26400 Crest

Références : 20240703-RAP-DAEN0633
Code AIOT : 0010300025

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/12/2023 dans l'établissement UCAB implanté 1 rue Henri Barbusse 26400 Crest. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UCAB
- 1 rue Henri Barbusse 26400 Crest
- Code AIOT : 0010300025
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société UCAB est une coopérative agricole. Le site est spécialisé dans la transformation de céréales produit des aliments pour animaux essentiellement pour les volailles.

Le site est composé d'installation de stockage, de broyage/pressage, de mélange et de refroidissement par ventilation d'air.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites	Proposition de délais
2	Système de management environnemental (SME)	Arrêté ministériel du 27/02/20 – article 5	Lettre de suite	6 mois
3	Mesures de poussières	Arrêté ministériel du 27/02/20 – article 15	Lettre de suite	30 jours
4	Diagnostic énergétique	Arrêté ministériel du 27/02/20 – article 8	Lettre de suite	6 mois en l'intégrant dans le SME
5	stockage des produits chimiques	Arrêté ministériel du 22/10/2018 – article 20	Lettre de suite	30 jours
4	Formation du personnel	Arrêté ministériel du 22/10/2018 – article 21	Lettre de suite	3 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives mais feront l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire ultérieurement :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté préfectoral du 12 avril 2017 – Article 1	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit transmettre des éléments d'appréciations supplémentaires afin de pouvoir rédiger un arrêté complémentaire en adéquation avec la réglementation IED, suite à la parution du BREF FDM. Une demande de compléments a été réalisée dans le rapport d'instruction concernant le rapport de base et le dossier de réexamen déposés par la société.

2-4) Fiches de constats

N° 1 Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 12 avril 2017 – Article 1

Thème(s) : Situation administrative – classement ICPE

Prescription contrôlée :

Le tableau de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°1752 du 26 mai 1994 est abrogé et remplacé par le tableau suivant :

Nature des activités	Installations concernées et volume des activités	Numéro de la rubrique	Régime	TGAP
Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, y compris la fabrication d'aliments composés pour animaux, mais à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225, 2226. 1. Traitement et transformation destinés à la fabrication de produits alimentaires d'une capacité de production de produits finis supérieure à 300 t/j	Production d'aliments pour animaux à partir de matières organiques végétales capacité de production de produits finis = 390 t/jour	2260-1	A	6
Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production supérieure à 300 tonnes de produits finis par jour	Transformation de matières premières végétales Capacité de production = 390 t/jour	3642-2	A	3
Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 50 kg, mais inférieure à 250 kg	Quantité totale susceptible d'être présente = 130 kg	4110-2-b) Avec le bénéfice de l'antériorité	DC	/

Constats :

Suite à la modification de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'installation est classée sous les régimes suivants :

- Rubrique 3642-2 : capacité de production de 390 t/jour – **Autorisation**
- Rubrique 2260-1 : la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant de 1 347 kW – **Enregistrement**
- Rubrique 4110-2-b : Substances et mélanges liquides (Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition). Quantité totale susceptible d'être présente = 130 kg – **Déclaration avec contrôle (bénéfice d'antériorité)**

La nouvelle situation administrative sera actée dans le cadre de la rédaction de l'arrêté préfectoral

complétant les prescriptions applicables au site conformément à la réglementation IED.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Système de management environnemental

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 27/02/20 – article 5
Thème(s) : Risques chroniques – MTD1
Prescription contrôlée : Afin d'améliorer les performances environnementales globales, la MTD consiste à mettre en place et à appliquer un système de management environnemental (SME)
Constats : Dans son dossier de réexamen IED, l'exploitant s'était engagé à mettre en place un système de management de l'environnement d'ici décembre 2023. Au jour de la visite, le site ne dispose pas de SME détaillé mais dispose de procédures écrites (consignes d'exploitation sur chaque ligne de fabrication, consignes de sécurité sur l'ensemble du site, mise en place d'indicateurs énergétiques et de consommation d'eau, programme de maintenance...). Un diagnostic de performance énergétique, dans la cadre du projet de certification est à l'étude, les résultats de ce bilan devront être communiqués à l'inspection des installations classées ou intégrés au SME selon sa réalisation. Il est à noter que la société UCAB fait partie du groupe « VALSOLEIL » qui s'est doté au 1 ^{er} décembre 2023 d'un responsable qualité (HSE) afin de mettre en place un SME auditable (ISO 14 001 ou autre). L'exploitant doit rédiger un SME sous 6 mois. Les dispositions mises en place feront l'objet d'une mise à jour dans le cadre de la rédaction de l'arrêté préfectoral complémentaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Mesures de poussières

Référence réglementaire : Arrêté ministériel 27/02/20 – article 15
Thème(s) : Risques chroniques, poussières
Prescription contrôlée : Les émissions dans l'air doivent respecter les VLE et sont surveillées aux fréquences suivantes. Broyage : 10 mg/Nm ³ – Une fois par an Refroidissement de granulés : 20 mg/Nm ³ – Une fois par an
Constats : Le site fait exclusivement du broyage et du refroidissement de granulés pour la fabrication d'aliments pour animaux. Les sorties des 4 presses sont équipées de filtres. La dernière campagne de mesure en 2017 ne montrait pas de dépassement des seuils. L'exploitant à procéder à des mesures en octobre 2023.

<p>Il est à noter que les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26/05/1994 et celles de l'arrêté ministériel du 22/10/18 prévoyaient au maximum une mesure de poussières totales par un organisme agréé tous les trois ans.</p> <p><u>L'arrêté ministériel du 27 février 2020 (BREF FDM) prévoit une analyse obligatoire annuelle.</u></p> <p>L'exploitant doit transmettre les résultats des mesures sous 1 mois.</p> <p>Cette prescription sera mise à jour ultérieurement dans le cadre de la rédaction de l'arrêté préfectoral complémentaire.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Diagnostic énergétique

Référence réglementaire : arrêté ministériel du 27/02/20 - article 8
Thème(s) : Risques chroniques, consommation d'énergie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan d'efficacité énergétique intégré dans le système de management environnemental consiste à définir et calculer la consommation d'énergie spécifique de l'activité (ou des activités), à déterminer, sur une base annuelle, des indicateurs de performance clés et à prévoir des objectifs d'amélioration périodique et des actions connexes. Le plan est adapté aux spécificités de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un plan d'efficacité énergétique bien que de nombreuses techniques soient couramment appliquées sur le site : la régulation et le contrôle du brûleur de la chaudière. La récupération de chaleur est réalisée avec des échangeurs thermiques avec l'optimisation des systèmes de distribution de vapeur. Le site dispose déjà d'un ratio annuel de consommation d'énergie par rapport à la tonne de produit. Ce dernier est de 0,036 pour un niveau de performance à atteindre, pour la production d'aliments composés pour animaux, compris entre 0,01 et 0,1 MWh/t.</p> <p>Le plan d'efficacité énergétique doit être réalisé dans le cadre du SME.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Stockage des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté ministériel 22/10/2018 – Article 20
Thème(s) : Risques Accidentels - Produits chimiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; – 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Dans le cas d'une évacuation gravitaire, il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.

L'étanchéité du (ou des) réservoir (s) peut être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Constats :

Le site contient des produits liquides susceptibles de polluer l'environnement et/ou inflammables tels que les produits de désinfection. Ils sont stockés dans des récipients adaptés aux produits (réservoirs verticaux en PEHD ou cuves fermées) sur une aire de rétention étanche. Le transport et la manipulation se font par des canalisations aériennes principalement en inox.

Des fiches réflexes listant les procédures opérationnelles sont à la disposition des employés. Elles illustrent les consignes notamment en situation de travail dégradé.

Un état des lieux est réalisé par le personnel selon un calendrier prédéfini en fonction des postes de travail. Concernant les installations de pompes et les compresseurs, elles doivent faire l'objet d'un état des lieux plus approfondi (vérification de conformité et d'étanchéité).

Le jour de la visite, certains fûts de désinfection en cours de manutention (livraison) n'étaient pas placés sur rétention. Il a également été observé la présence d'une rétention à l'air libre contenant de l'eau suite aux pluies survenues avant la visite, ce qui ne permet plus d'assurer son rôle de rétention.

Il conviendra de s'assurer que ce bac est vidé rapidement après chaque pluie ou à défaut de le déplacer pour le mettre à l'abri.

L'exploitant doit s'assurer que les procédures et les consignes de sécurité sont respectées par l'ensemble du personnel et doit procéder à la mise sur rétention de l'ensemble des récipients susceptibles de polluer l'environnement et/ou inflammables.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite

Proposition de délais : 30 jours

N° 6 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 22/10/2018 – article 21
Thème(s) : Risques chroniques, formation du personnel
Prescription contrôlée : L'exploitation se fait sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques de l'installation et aux questions de sécurité.
Constats : Le personnel dispose de formation, en fonction de son poste de travail, relative aux secours. Dans le point de contrôle précédent, il a été constaté la présence de produit susceptible de polluer l'environnement, toutefois le personnel n'est pas formé aux risques chimiques. Il conviendra de procéder à la formation du personnel aux risques chimiques sous 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 3 mois